

de nos besoins totaux en argent liquide; une grande partie en sera comblée par une réduction de nos soldes liquides. Je tâcherai, bien entendu, d'abaisser nos besoins en espèces en dessous de ce montant, afin de restreindre nos exigences au minimum sur le marché des capitaux.

• (3.50 p.m.)

Je voudrais insister à nouveau sur les deux points que j'ai fait valoir, car j'ai constaté, dans les journaux et ailleurs, une crainte que notre déficit budgétaire cette année ne dépasse de beaucoup nos estimations ou que nos besoins en espèces ne soient très supérieurs aux chiffres que j'ai mentionnés dans l'exposé budgétaire. En fait, je suis persuadé que nous resterons dans les limites prévues. D'ordinaire, ce n'est pas à cette époque de l'année que le gouvernement arrête ses prévisions de dépenses. En ce moment, la situation que nous devons affronter sur le marché des capitaux et l'inquiétude croissante quant aux dépenses gouvernementales nous imposent une prospective poussée de l'envergure générale de nos dépenses et de nos recettes, ainsi que de nos exigences sur le marché des capitaux l'an prochain. Le gouvernement s'efforce particulièrement, à l'heure actuelle, de comprimer ses dépenses de l'an prochain. Beaucoup de nos grands programmes de dépenses se rattachent aux coûts des programmes provinciaux que nous appuyons, notamment en matière d'assurance-hospitalisation, d'enseignement supérieur, d'assistance aux nécessiteux et des versements de péréquation aux provinces. Nous devons aussi pouvoir nous acquitter de nos engagements quant à toute décision, conforme à nos lois, que les provinces pourraient prendre au sujet du régime d'assurance frais médicaux. Voilà les questions auxquelles le Parlement accorde la priorité.

Les charges pour notre dette publique augmentent. Les frais de nos propres opérations s'élèvent à mesure que les prix et les salaires augmentent, et certaines prestations que nous payons, comme les pensions d'invalidité des anciens combattants, doivent, en toute justice, être rajustées de temps en temps. Même à défaut de nouveaux programmes et d'améliorations importantes, nos dépenses, inévitablement, accuseront une hausse sensible et absorberont la plus grande partie de l'accroissement attendu de nos revenus. Pourtant, il nous faut entreprendre un certain nombre de nouveaux programmes et de projets si nous voulons que nos politiques et nos mesures répondent aux besoins d'une économie en évolution.

Nous avons décidé, dans notre révision actuelle, d'éliminer les programmes désuets entraînant des dépenses injustifiables dans les

[L'hon. M. Sharp.]

circonstances actuelles. Mon collègue, le président du Conseil du Trésor, parlera au cours de ce débat des efforts accomplis et des succès remportés. Nous sommes décidés à éliminer tous les programmes qui, en tout ou en partie, n'ont qu'une très basse priorité. Nous faisons de réels progrès, mais cette tâche nous occupera encore pendant des semaines avant de présenter le budget à la Chambre. Par suite de certaines décisions déjà prises, divers ministères ont dû remettre ou annuler divers projets peut-être souhaitables, mais qui doivent céder le pas à nos autres objectifs. Le Conseil du Trésor a déjà retranché 650 millions de dollars du montant total demandé par les ministères et les organismes, et ce n'est pas encore tout. Le président du Conseil du Trésor remercie de leur coopération les ministres dont les services ne font pas leurs frais.

L'hon. M. Lambert: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Si le ministre veut parler de déductions et de réductions il pourrait peut-être nous procurer les chiffres, tableaux et documents où elles figurent. J'aurais davantage à en dire sur ce sujet. Si le ministre veut parler de ces chiffres, nous avons droit, à mon avis, aux renseignements que nous avons réclamés.

L'hon. M. Sharp: C'est tout ce que je dirai aujourd'hui. J'ai pensé que mes observations intéresseraient la Chambre. Je ne me suis pas servi de chiffres généraux. J'ai cru utile de signaler dans quelle proportion il faudrait réduire les dépenses.

L'hon. M. Monteith: C'est pour brouiller les pistes.

L'hon. M. Sharp: Ce n'est pas là, cependant, le point important. Ce qui importe ce sont nos objectifs pour l'année prochaine et je veux les définir avec précision. Les chiffres que j'ai cités à propos des réductions effectuées dans les dépenses prévues, je le reconnais, ne constituent pas le point essentiel. La Chambre aimerait connaître le grave problème que doit affronter le gouvernement en appliquant sa politique de restriction monétaire. Je dois dire que la plupart des programmes examinés ont, d'ordinaire, reçu l'appui de tous les partis représentés à la Chambre mais, dans la plupart des cas, ils ont été jugés comme des manifestations d'avarice. Lorsque nous présenterons ces dépenses et ces crédits à la Chambre, et j'espère que l'opposition qui a tant prêché l'économie sera prête à manifester une certaine retenue et à ne pas critiquer le gouvernement parce qu'il cherche à réaliser des économies.

Le gouvernement se propose, à la prochaine année financière, de réduire considérablement